

D'une revue d'affaires à une revue d'économique : 75 ans dans la vie de *L'Actualité économique*

Ruth Dupré, Yves Gagnon et Paul Lanoie

Volume 76, numéro 1, mars 2000

75^e anniversaire de *L'Actualité économique*

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/602312ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/602312ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Dupré, R., Gagnon, Y. & Lanoie, P. (2000). D'une revue d'affaires à une revue d'économique : 75 ans dans la vie de *L'Actualité économique*. *L'Actualité économique*, 76(1), 9–36. <https://doi.org/10.7202/602312ar>

Résumé de l'article

Cet article propose un bilan des activités de la revue *L'Actualité économique* depuis ses débuts en 1925. Nous nous attardons surtout à l'évolution de l'orientation de la revue, à travers les différents organismes qui en ont assumé la responsabilité; à la provenance des auteurs et à l'évolution du contenu. À notre connaissance, un tel exercice n'a jamais été entrepris. Nous constatons, entre autres, que la revue fut dirigée par différents groupes au cours de son histoire : les licenciés de l'École des Hautes Études Commerciales (HEC), puis l'École des HEC elle-même et finalement la Société canadienne de science économique. Ces différentes administrations ont eu une influence certaine sur le contenu de la revue. En ce qui concerne les auteurs, nous remarquons, entre autres, un déclin de la participation des professeurs de l'École et un déclin de la participation des auteurs d'autres disciplines que l'économique au profit des économistes d'autres universités que l'École. Au niveau du contenu, il ressort surtout que certains sujets marquants des premières années de la revue, comme l'agriculture et les ressources naturelles, ont perdu beaucoup de leur importance, alors que l'approche méthodologique a été marquée par trois grandes périodes : 1) la domination du commentaire descriptif; 2) la coexistence entre le commentaire descriptif et les articles analytiques et 3) la domination des articles analytiques.

D'UNE REVUE D'AFFAIRES À UNE REVUE D'ÉCONOMIQUE : 75 ANS DANS LA VIE DE *L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE**

Ruth DUPRÉ

Yves GAGNON

*Institut d'économie appliquée,
École des Hautes Études Commerciales*

Paul LANOIE

*Institut d'économie appliquée,
École des Hautes Études Commerciales
et CIRANO*

RÉSUMÉ – Cet article propose un bilan des activités de la revue *L'Actualité économique* depuis ses débuts en 1925. Nous nous attardons surtout à l'évolution de l'orientation de la revue, à travers les différents organismes qui en ont assumé la responsabilité; à la provenance des auteurs et à l'évolution du contenu. À notre connaissance, un tel exercice n'a jamais été entrepris. Nous constatons, entre autres, que la revue fut dirigée par différents groupes au cours de son histoire : les licenciés de l'École des Hautes Études Commerciales (HEC), puis l'École des HEC elle-même et finalement la Société canadienne de science économique. Ces différentes administrations ont eu une influence certaine sur le contenu de la revue. En ce qui concerne les auteurs, nous remarquons, entre autres, un déclin de la participation des professeurs de l'École et un déclin de la participation des auteurs d'autres disciplines que l'économique au profit des économistes d'autres universités que l'École. Au niveau du contenu, il ressort surtout que certains sujets marquant des premières années de la revue, comme l'agriculture et les ressources naturelles, ont perdu beaucoup de leur importance, alors que l'approche méthodologique a été marquée par trois grandes périodes : 1) la domination du commentaire descriptif; 2) la coexistence entre le commentaire descriptif et les articles analytiques et 3) la domination des articles analytiques.

ABSTRACT – This article presents the history of the academic journal *L'Actualité économique* since its beginnings in 1925. We investigate the evolution of the journal through its orientation, its authors and its content. To our knowledge, such an exercise has never been

* Les auteurs remercient Pierre Harvey pour son inestimable collaboration, Jérôme Moreau et Nadège Poulot pour leur assistance, et la Société canadienne de science économique ainsi que le Fonds FCAR pour leur soutien financier.

undertaken. Among other things, we note that the review has been managed by different groups through the years: *Les licenciés de l'École des Hautes Études Commerciales* (HEC), then the *École des Hautes Études Commerciales* and finally, *la Société canadienne de science économique*. These different groups have influenced the content of the journal. On the authors' side, there was an increase, through the years, in the contributions of economists out of HEC at the expense of the professors from HEC and of the non-economists. Concerning the content, we observe, in particular, that certain subjects very popular when the journal started, like agriculture and natural resources, lost their popularity later on, and that there were three phases in terms of methodological approach: 1) the dominance of the « descriptive comments »; 2) the coexistence of the descriptive comments and the analytical articles and 3) the dominance of the analytical articles.

INTRODUCTION

L'Actualité économique vient de compléter sa 75^e année d'existence. Pendant toutes ces années, cette revue a été un instrument privilégié pour l'avancement de la pensée et de la connaissance économique au Canada français. Bien sûr, la manière dont *L'Actualité économique* a rempli sa mission a évolué dans le temps. D'une revue « d'actualité », elle s'est transformée peu à peu en une revue scientifique plus traditionnelle. En soi, il s'agit là d'un cheminement original qui mérite l'attention. En fait, une meilleure compréhension de ce parcours peut certainement nous aider à mieux saisir l'évolution de la réflexion économique au Canada français, et en particulier au Québec, pendant ces trois quarts de siècle.

À l'aube d'un nouveau millénaire, cet anniversaire nous donne donc l'occasion de proposer un bilan des activités de la revue depuis ses débuts. C'est ce que nous présentons dans ce texte. Nous nous attarderons, entre autres, à l'évolution de l'orientation de la revue, à travers les différents organismes qui en ont assumé la responsabilité; à la provenance des auteurs et à l'évolution du contenu. À notre connaissance, un tel exercice n'a jamais été entrepris.

Pour ce faire, nous avons procédé à un dépouillement systématique des 2 025 articles parus dans tous les numéros depuis 1925 jusqu'à la fin de 1998. Pour chaque article, nous avons d'abord colligé plusieurs renseignements concernant l'auteur (nom, affiliation universitaire, disciplinaire et géographique) et l'article lui-même (sujet, zone géographique étudiée, méthodologie, nombre de pages, etc.) qui nous ont permis de mieux saisir l'évolution de la revue.

Le reste du texte sera organisé comme suit. Nous présenterons d'abord quelques éléments importants dans l'histoire administrative de la revue. La section 2 sera consacrée aux auteurs, alors que la section suivante fera le point sur l'évolution du contenu de la revue. Enfin, la dernière section vous offrira un pot-pourri des « grandes premières » dans l'histoire de *L'Actualité économique*.

1. QUELQUES ÉLÉMENTS IMPORTANTS DANS L'HISTOIRE ADMINISTRATIVE DE LA REVUE¹

Pendant presque un demi-siècle (1925-1972), l'histoire de *L'Actualité économique* est étroitement liée à celle de l'École des HEC. C'est en 1908, un an après la fondation de l'École, que son premier directeur, Auguste-Joseph de Bray, annonce que l'École se dotera d'une revue. Le premier numéro de la *Revue économique canadienne*, le nom du prédécesseur de *L'Actualité économique*, paraît en septembre 1911. Elle sera supprimée trois ans plus tard à la suite d'un différend entre le directeur de Bray et le président de la Corporation, Isaïe Préfontaine². Une décennie plus tard, la création de *L'Actualité économique* représente donc un second essai.

En 1925, *L'Actualité économique* est lancée par l'Association des licenciés de l'École des HEC avec un tirage mensuel. Une aventure qui paraît risquée, l'Association des licenciés ne comptant qu'une centaine de membres. La revue devra compter sur un marché plus large du monde des affaires francophone, un milieu à cette époque encore bien étroit. Dans le premier numéro, la revue se propose, entre autres, « de démêler l'écheveau souvent très compliqué des problèmes économiques actuels » et ce, « tout particulièrement aux hommes d'affaires ». La revue portait donc très bien son nom puisqu'elle cherchait surtout à présenter et à commenter ce qui se passait dans le monde des affaires et dans le domaine des politiques économiques. Elle est dirigée par un comité de professeurs des HEC, tous diplômés de l'École et très actifs comme premiers auteurs de la revue : Gérard Parizeau, Esdras Minville, Jean Nolin, François Vézina. De Ligny Labbé, également licencié et professeur, agit comme administrateur.

À partir du numéro d'août 1928, la revue se présente comme « l'Organe officiel de l'École des Hautes Études Commerciales et de l'Association des licenciés ». Aucun commentaire n'explique cette transformation. En fait, la raison est financière : les abonnements (prélevés à même les cotisations des licenciés membres de l'Association) sont insuffisants pour couvrir les coûts. L'École vient à la rescousse. Son directeur, Henri Laureys, devient directeur-administrateur de la revue; Esdras Minville, secrétaire-général. Dans les faits, Minville dirige la revue. En septembre 1938, Minville prend le titre de directeur-administrateur de la revue en même temps que de l'École des HEC; François-Albert Angers devient secrétaire-général. Tout comme Minville avant lui, c'est lui qui dirige la revue. La revue se présente officiellement comme l'organe conjoint de l'École et de l'Association jusqu'en 1943, mais c'est une « façade » : l'Association n'y joue aucun rôle.

1. Nous sommes très reconnaissants à Pierre Harvey de nous avoir fourni (oralement et par écrit) une riche mine d'information sur les premiers cinquante ans de la Revue.

2. Officiellement, le différend portait sur une question de coût, mais probablement qu'il y avait aussi des divergences de vues plus profondes. Voir Harvey P., *Histoire de l'École des Hautes Études Commerciales, Tome 1*, Montréal, Éditions Québec-Amériques, Presses HEC, p. 117, 219. À la page 190, Harvey reproduit la couverture et le sommaire du numéro de septembre 1911 : il y a une très grande ressemblance avec les premiers numéros de *L'Actualité économique*.

En novembre 1943, l'Association des licenciés disparaît de la page-couverture. Elle se retire parce que ses membres protestaient contre le fait que la revue était devenue une « revue d'économistes » et donc, peu utile aux gens d'affaires. Trois ans plus tard en 1946, *L'Actualité économique*, qui était mensuelle, devient trimestrielle. Le comité de rédaction, sous la plume d'Angers, explique dans le premier numéro de 1946, que la revue veut se tourner vers des études économiques plus approfondies : « ce changement correspond d'ailleurs tout à fait au stage où nous en sommes arrivés, c'est-à-dire au seuil de la recherche économique véritable ». Les responsables ajoutent : « Il nous faut plus de temps pour la préparation de chaque numéro, plus de temps consacré à des besognes fondamentales et moins à la routine ». « La formule trimestrielle est d'ailleurs courante pour les revues du genre en Amérique et en Europe ». On explique aussi que les collaborateurs de l'Association des licenciés n'ont pas le temps de produire le type d'études que l'on souhaite maintenant publier. Il faut faire appel aux universitaires et même aux universitaires étrangers étant donné le petit contingent d'économistes québécois à l'époque. C'est d'ailleurs ce que faisait la revue depuis le début des années trente.

En 1957, la revue devient l'organe du *Service de documentation économique* des HEC puis deux ans plus tard de l'*Institut d'économie appliquée* (IEA), le nouveau nom du service d'économie des HEC³. F.-A. Angers la dirige officiellement de 1957 à 1962 mais, nous l'avons vu, officieusement depuis 1938, soit tout près d'un quart de siècle à la barre. De 1957 à 1962, Jacques Parizeau puis Pierre Harvey agiront comme secrétaire-général. Succéderont à Angers à la direction de la revue à partir de 1962, Harvey, Bonin et Jouandet-Bernadat, tous professeurs des HEC.

L'année 1973 marque un point tournant : pour la première fois de son histoire, la direction de *L'Actualité économique* se détache des HEC. Plus précisément, la direction scientifique qui devient la responsabilité de la *Société canadienne de science économique* (SCSE). Seule l'administration de la revue reste à la charge de l'IEA. Ce mode de fonctionnement est d'ailleurs encore en vigueur aujourd'hui. Ce virage est expliqué ainsi par la Direction de la revue dans le premier numéro de 1973 :

« Au cours de ces dernières années, *L'Actualité économique* a traversé une crise. Les origines de cette crise sont diverses : difficultés financières, insuffisance de textes de qualité, désintérêt évident de certains milieux. À l'origine de cette situation il y avait sans doute plusieurs raisons, mais un fait important a joué un rôle de catalyseur : la revue dirigée et animée par l'Institut d'économie appliquée de l'École des Hautes Études Commerciales a pour vocation de représenter l'ensemble des économistes du Québec. De cette situation ambiguë sont nés malaises et rancœurs ».

3. Nom « emprunté » à l'Institut d'économie appliquée de Paris fondé par François Perroux avec qui F.-A. Angers avait négocié une sorte de jumelage par lequel le service d'économie des HEC devient le correspondant de l'IEA de Paris et en prend le nom. Cf Pierre Harvey.

Une conversation avec Bernard Bonin apporte un éclairage supplémentaire. Une décision du Fonds FCAC (l'ancêtre du Fonds FCAR⁴) a joué un rôle important dans ce rapprochement entre l'IEA et la SCSE. En effet, le Fonds a décidé, au début des années soixante-dix, de subventionner les revues scientifiques, mais de n'en choisir qu'une par discipline. La revue *L'Actualité économique* se devait donc d'être représentative de la « science économique au Québec » pour avoir accès à ces subventions. À l'époque, il était toutefois difficile pour la revue de montrer qu'elle l'était étant donné son affiliation directe avec l'École des HEC. Un protocole d'entente fût donc signé en 1972 entre Bernard Bonin, directeur de l'IEA et Marcel Daneau, président de la SCSE.

Dix ans plus tard, en 1983, *L'Actualité économique* modifie son nom en y ajoutant un sous-titre : *Revue d'analyse économique*. Cette modification était réclamée par plusieurs membres de la SCSE qui trouvaient que le titre *L'Actualité économique* n'était pas suffisamment représentatif du contenu de la revue⁵.

L'autre fait marquant dans la rubrique administrative des années 1980 est le lancement de la Collection de la Société canadienne de science économique chez *Economica*. Une entente est signée entre la SCSE et la maison d'édition afin que les numéros spéciaux de la revue fassent l'objet d'un livre publié par *Economica*. Le premier de ces livres paraît en 1988 et est consacré au numéro spécial sur le thème « Incertain et information », dirigé par Georges Dionne.

Le tableau 1 résume l'histoire administrative de la revue que nous venons de parcourir en présentant les grands jalons. Cette histoire peut aussi être comprise à travers le profil des **directeurs** de la revue, énumérés au tableau 2. Jusqu'en 1978, ils sont tous liés à l'École des HEC que ce soit comme directeur de l'École, de l'IEA ou comme professeur. Seul le dernier de ceux-ci, Jouandet-Bernadat, assumera son mandat dans un contexte de cogestion entre la SCSE et les HEC. Par la suite, la revue sera dirigée par des professeurs œuvrant dans les différents départements de science économique du Canada français : Alban D'Amours (Sherbrooke), Camille Bronsard (U. de Montréal), Claude Fluet puis Pierre Fortin (UQAM), Gilles Grenier (Ottawa). L'IEA fournira à nouveau un directeur à la revue, Paul Lanoie, pendant un court intermède de trois ans (1996-1999). Le directeur actuel est Claude Fluet (UQAM).

Il importe aussi de souligner que les directeurs de la revue ont toujours été assistés de secrétaires-généraux. Parmi ceux-ci, on en compte un certain nombre qui, soit par leur implication ou leur longévité (ou les deux), ont joué un rôle majeur dans le fonctionnement de la revue : François-Albert Angers (1938-1948), Denis Germain (1962-1988) et Mireille Vallée (1988-aujourd'hui).

4. Fonds FCAR : Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche.

5. Depuis, le débat refait surface régulièrement sur la pertinence des termes *Actualité économique* dans le titre de la revue.

TABLEAU 1

QUELQUES DATES IMPORTANTES DANS L'HISTOIRE ADMINISTRATIVE DE LA REVUE

1925	Organe officiel de l'Association des licenciés des HEC; revue mensuelle.
1928	Organe officiel de l'École des HEC et de l'Association des licenciés des HEC.
1943	L'École des HEC seule responsable.
1946	De revue mensuelle à revue trimestrielle.
1957	Organe du Service de documentation économique des HEC.
1959	Publication sous la responsabilité de l'Institut d'économie appliquée (HEC).
1973	Direction scientifique par la Société canadienne de science économique; administration par les HEC.
1983	Changement de nom pour <i>L'Actualité économique. Revue d'analyse économique.</i>

TABLEAU 2

LES ADMINISTRATEURS DE *L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE*

Année	Directeur	Secrétaire-général
1925	Comité de rédaction : Gérard Parizeau, Esdras Minville, Jean Nolin, François Vézina	Administrateur : De Ligny Labbé
1928	Henry Laureys	Esdras Minville
1938	Esdras Minville	François-Albert Angers [1938-48] René Cousineau [1948-50] Roland Parenteau [1951-55]
1957	F.-Albert Angers (chef du service de Doc. Éco)	Jacques Parizeau [1956-60] Pierre Harvey [1961]
1962	Pierre Harvey	Denis Germain [1962-1988]
1966	Bernard Bonin	
1971	Roland Jouandet-Bernadat	
1978	Alban d'Amours	
1982	Camille Bronsard	
1988	Claude Fluet	Mireille Vallée [1988-...]
1989	Pierre Fortin	
1992	Gilles Grenier	
1996	Paul Lanoie	
1999	Claude Fluet	

2. LES AUTEURS

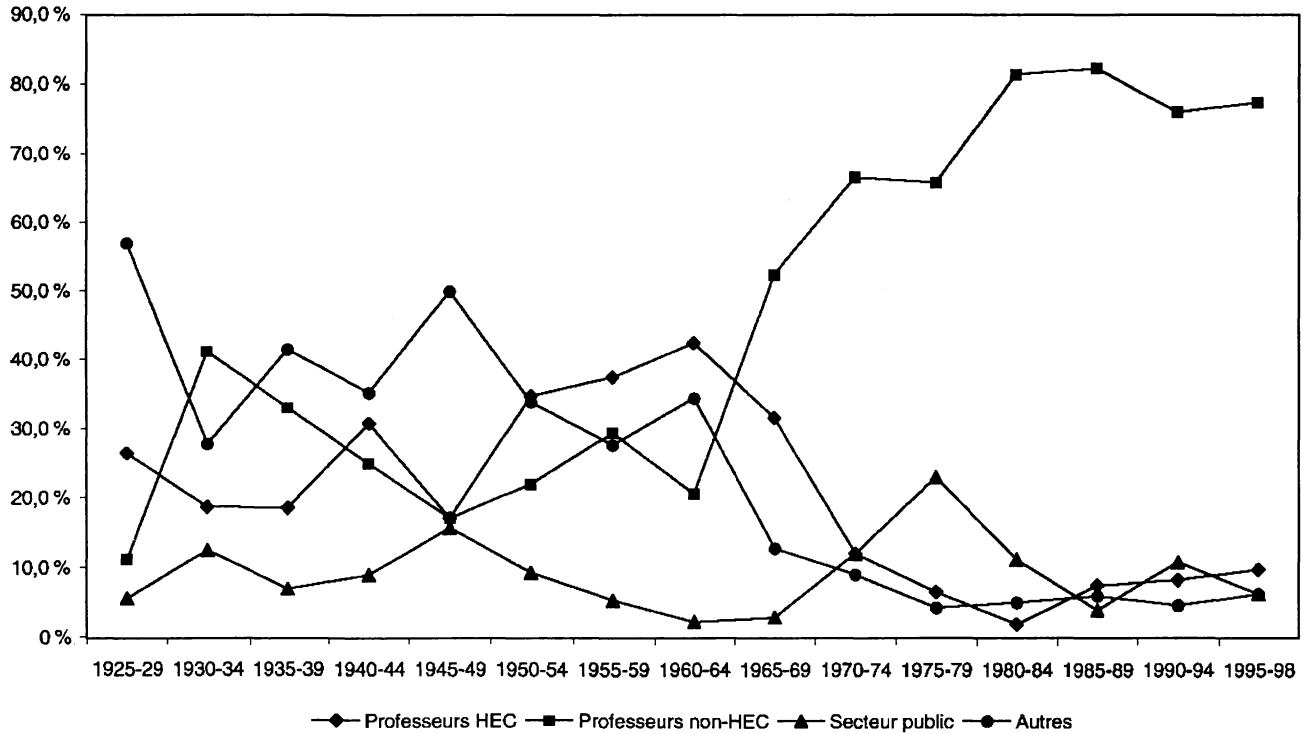
Dans cette section, nous allons tenter de tracer un portrait général des auteurs qui ont fait des contributions à la revue. Nous nous attarderons, entre autres, à leur affiliation institutionnelle, géographique et disciplinaire.

Le graphique 1 présente l'évolution des **affiliations institutionnelles** des auteurs pour l'ensemble de la période. Quatre catégories d'affiliation s'y retrouvent : 1) les professeurs des HEC; 2) les professeurs d'autres universités; 3) les représentants du secteur public et 4) les autres. Parmi ces « autres », qui sont surtout présents au début de la période, on compte des membres du clergé, des banquiers et plusieurs auteurs dont l'affiliation institutionnelle est tout simplement inconnue. Dans ces cas, il y a fort à parier qu'il s'agit de diplômés HEC. On note aussi, parmi les « autres », Valmore Gratton, statisticien à la *Montreal Light, Heat and Power* qui signe plus d'une trentaine d'articles pendant les dix premières années de la revue.

Sur un mode plus anecdotique, soulignons que certains auteurs des premières années sembleraient tout à fait inusités aujourd'hui : le ministre Honoré Mercier (1926), un député fédéral (1935), un président de la Commission des accidents du travail (1929), plusieurs membres de corps diplomatiques étrangers (e.g. Consul de la Tchécoslovaquie, 1929), le sous-directeur du Jardin Botanique (1943), un baron (1937) et un ancien membre du cabinet de Roosevelt (1937).

Le graphique 1 révèle que les professeurs des HEC et les « autres », on ne s'en surprendra pas, occupent le haut du pavé jusqu'en 1960 (plus de 60 % des contributions). Ils connaissent un déclin quasi fulgurant par la suite. Pour ce qui est des professeurs d'autres universités, ils sont très peu présents au tout début, mais connaissent une progression marquée au cours des années trente, qui est surtout liée aux contributions de plusieurs professeurs européens. Toutefois, ces professeurs d'autres universités que l'École des HEC se feront beaucoup plus discrets pendant la Deuxième guerre pour revenir dans les années cinquante et s'affirmer de façon importante à partir des années soixante (où ils passent à plus de 50 %). Cette fois, la progression est attribuable à des universitaires canadiens-français plutôt qu'européens. Aujourd'hui, cette catégorie d'auteurs fournit environ 80 % des articles. En ce qui concerne les auteurs du secteur public, leur contribution reste toujours inférieure à 10 %, sauf pendant la période 1945-49 et au début des années soixante-dix. Ce dernier pic semble attribuable à des économistes qui ont travaillé sur le modèle économétrique multisectoriel « CANDIDE » mis en place par le gouvernement québécois.

GRAPHIQUE 1
AFFILIATION INSTITUTIONNELLE DES AUTEURS



Pour ce qui est de l'**affiliation géographique**, le graphique 2 présente la provenance des auteurs de quatre régions du globe : 1) le Québec; 2) l'Europe (à toutes fins pratiques, la France et la Belgique); 3) le reste du Canada et 4) le reste du monde. Les deux premiers groupes sont les plus importants puisqu'ils fournissent systématiquement, pour l'ensemble de la période, 80 % et plus des articles. Quant à l'évolution respective de ces deux groupes au cours des ans, on constate une symétrie inversée frappante : quand le premier groupe prend plus de place, le deuxième s'efface et vice-versa. Ainsi, les auteurs québécois sont très présents au tout début dans les années vingt (plus de 80 % des contributions). Les auteurs français occupent beaucoup de terrain pendant les années trente (plus de 30 %), puis quittent la scène pendant la Deuxième guerre pour revenir en force dans l'après-guerre (encore une fois, 30 % des articles). Dans les années cinquante, ils amorcent un déclin pour atteindre à peine 7 % à la fin des années soixante-dix. Par la suite, ils reprennent du poil de la bête jusqu'à aujourd'hui où ils fournissent à nouveau quelque 25 % des articles.

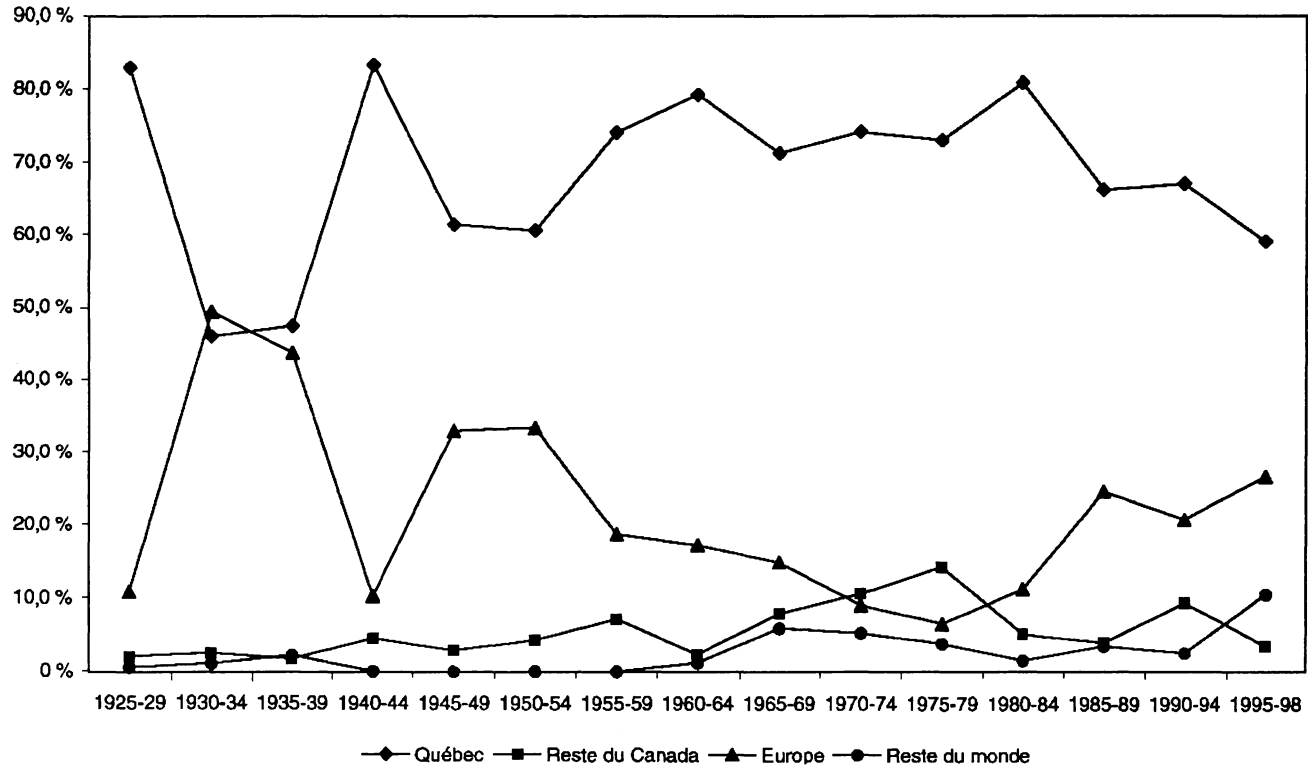
Enfin, en ce qui concerne les deux autres contingents : les auteurs du reste du Canada et ceux du reste du monde, leur part reste toujours faible (moins de 20 %) et connaît relativement peu de fluctuations. Notons, entre autres, qu'à l'instar des auteurs européens, les auteurs du reste du monde semblent en progression au cours des dernières années.

Comment expliquer les mouvements observés dans les graphiques 1 et 2 que nous venons de décrire⁶? La présence relativement importante d'auteurs européens dans les années trente est due à différents facteurs. À cette époque, les collaborateurs sont rares au Québec : il faut compter sur des contributions européennes pour alimenter la revue. Angers, alors étudiant à Paris (1935-37), fait du « rabattage ». Les auteurs français sont intéressés parce que les lieux de publication sont relativement rares et parce que l'École paie des honoraires aux auteurs (tant la page), ce qui leur fournit un revenu d'appoint apprécié en ces années de crise économique. Le repli des Français et la prédominance des professeurs des HEC pendant la première moitié des années quarante sont, bien sûr, attribuables à la guerre qui « coupe » le marché des auteurs européens, mais aussi à un phénomène local, les *Études sur notre milieu* dirigées par Minville. Il s'agissait de conférences publiques dont le texte constituait un article dans *L'Actualité économique*, puis une fois la série de conférences terminée, un volume⁷.

6. Ici encore, nous avons bénéficié des connaissances et des travaux sur l'histoire des HEC de Pierre Harvey. Ainsi le rôle d'Angers dans les années trente est documenté dans la (fascinante, nous confie P. Harvey) correspondance entre Minville (à Montréal) et Angers (à Paris).

7. Comme Pierre Harvey nous expliquait, les « plombs » étaient « gardés debout » après la publication de l'article. Une fois la série de conférences terminée, ils pouvaient être réutilisés pour éditer l'ensemble des textes en un volume. Ce qui représentait une réduction sensible des coûts puisqu'en ces temps lointains de la composition à la linotype, cette opération constituait le poste principal des coûts.

GRAPHIQUE 2
AFFILIATION GÉOGRAPHIQUE DES AUTEURS



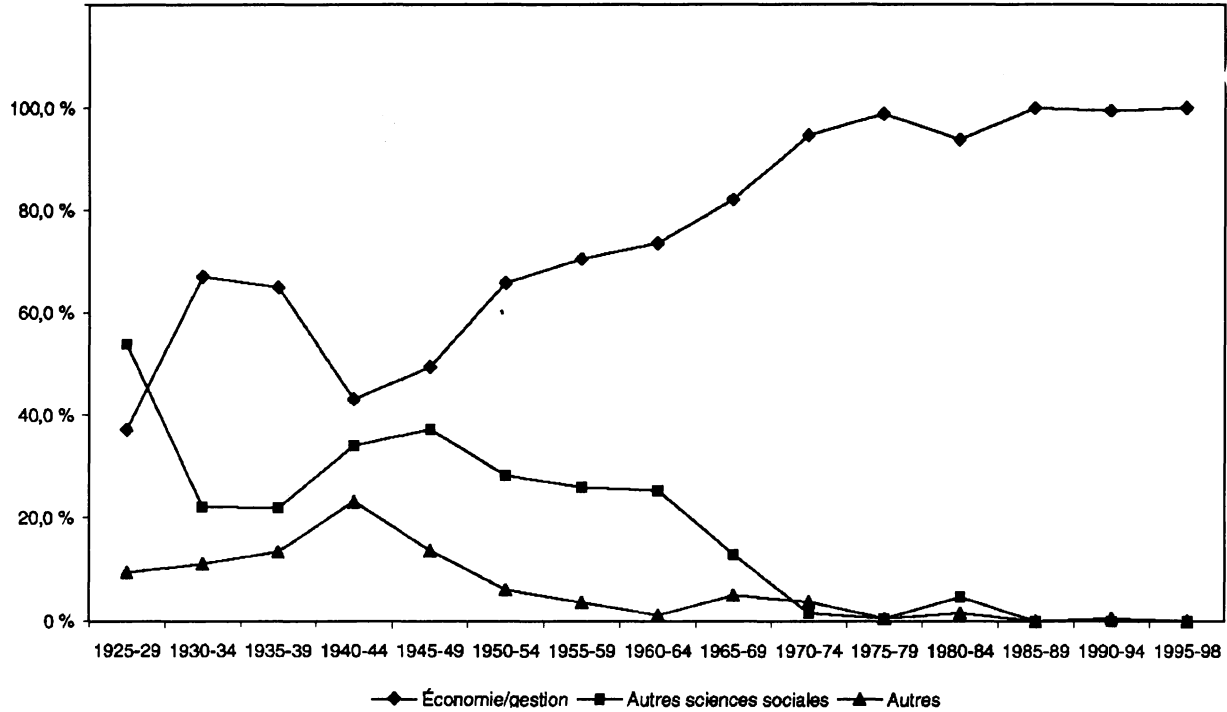
Après la guerre et ce, jusqu'au début des années soixante, il y a encore rareté de collaborateurs québécois : le besoin de collaborateurs européens est toujours criant. On peut compter sur ses doigts le nombre total d'économistes francophones au Québec (voir les articles de Fortin et de Paquet dans ce numéro). La majorité était regroupée autour d'Angers aux HEC⁸. Voilà qui explique pourquoi les professeurs des HEC tiennent le haut du pavé dans la revue et les Européens y retrouvent leur place après l'interruption de la guerre. Tout cela changera à partir des années soixante. Les sciences économiques se développent ailleurs qu'aux HEC avec pour effet que le contingent d'économistes québécois atteint une taille respectable et que la présence d'universitaires étrangers ne soit plus essentielle pour assurer la pérennité de la revue. La remontée dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix des auteurs étrangers est probablement due aux collaborations croissantes des chercheurs québécois et français, ce qui a eu pour effet de mieux faire connaître la revue en Europe.

Du côté de l'affiliation disciplinaire, le graphique 3 présente l'évolution de trois groupes : 1) les auteurs ayant une formation en économie ou en gestion; 2) ceux ayant une formation dans les autres sciences sociales et 3) ceux ayant une formation dans d'autres domaines disciplinaires que les précédents. Bien sûr, le premier groupe a toujours été important, mais les deux autres ont tout de même fourni plus de 30 % des contributions jusqu'au début des années soixante. Notamment, on retrouve alors plusieurs articles de géographes, d'agronomes et de professeurs de droit. Par la suite, les gens ayant une formation en économie ou en administration prennent de plus en plus de place pour finalement l'occuper entièrement à partir du milieu des années soixante-dix. Pour la multidisciplinarité, on repassera!

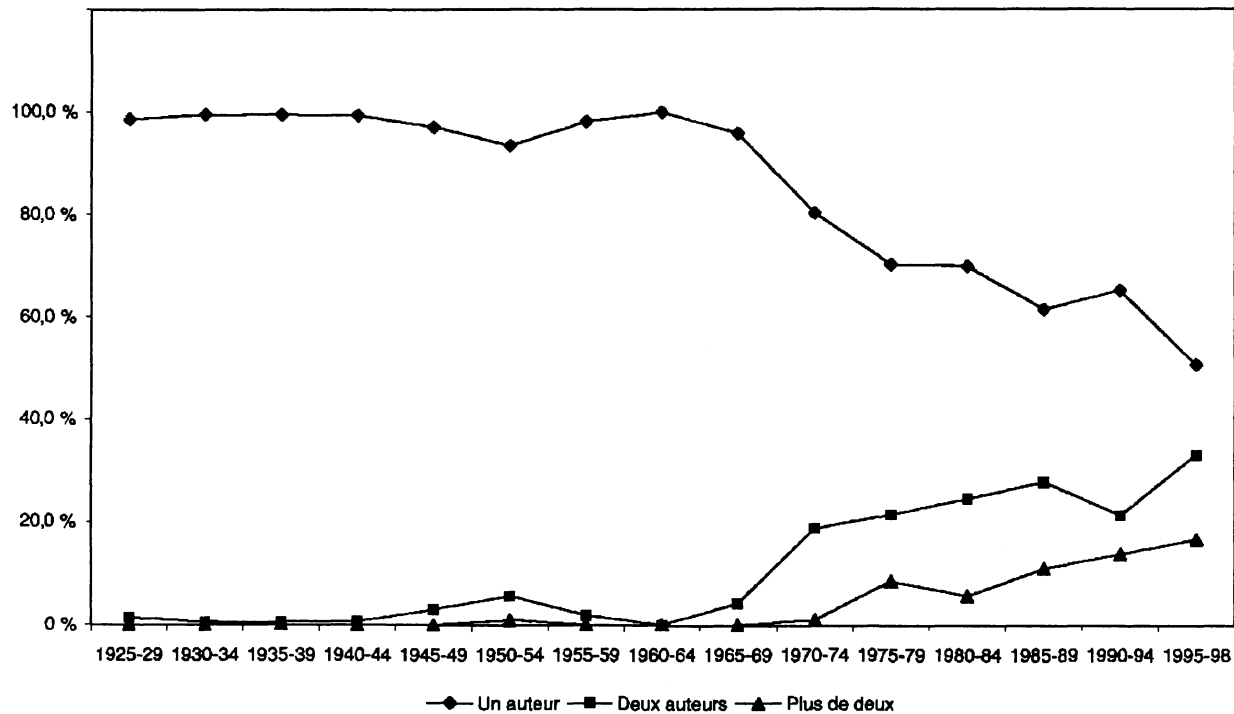
Le graphique 4 est le dernier qui se rapporte aux auteurs. Il indique l'évolution du mode de travail : « seul ou avec d'autres » des auteurs au cours des années. On y constate que, jusqu'à la moitié des années 1960, la presque totalité des articles n'ont qu'un auteur. Le travail en solo est en déclin constant depuis lors, pour se situer à moins de 50 % à la fin des années 1990. Comme nous le verrons plus loin, le niveau accru de sophistication des recherches publiées depuis les années 1960 peut en partie expliquer pourquoi les auteurs cherchent davantage à collaborer.

8. Anecdote intéressante de Pierre Harvey : le corps professoral des HEC dans l'après-guerre sera surtout composé d'économistes parce que les professeurs d'autres disciplines demandaient le statut de temps partiel pour pouvoir gagner un revenu plus décent à l'extérieur, les salaires des professeurs étant jusqu'à la seconde Corporation en 1957, des salaires de famine.

GRAPHIQUE 3
AFFILIATION DISCIPLINAIRE DES AUTEURS



GRAPHIQUE 4
« SEUL OU AVEC D'AUTRES »



2.1 Les auteurs les plus prolifiques

Le tableau 3 nous présente les dix auteurs les plus prolifiques que la revue ait connu. On peut raisonnablement attribuer la palme à trois personnes : 1) Esdras Minville, qui a écrit 47 articles entre 1925 et 1953 totalisant 650 pages; 2) Benoit Brouillette, qui a écrit, entre 1933 et 1964, 35 articles totalisant 1 048 pages et 3) François-Albert Angers, qui a écrit entre 1935 et aujourd'hui 34 articles totalisant 908 pages. Parmi les dix auteurs répertoriés à ce tableau, on note que seulement trois ne sont pas des professeurs des HEC.

TABLEAU 3
LES DIX AUTEURS LES PLUS PROLIFIQUES

Auteur	Affiliation	Nombre d'articles	Nombre de pages	Année du premier article
E. Minville	HEC	47	650	1925
B. Brouillette	HEC	35	1 048	1933
F.-A. Angers	HEC	34	908	1935
V. Gratton	<i>Montreal Light Heat & Power</i>	33	134	1925
C. Hérisson	Docteur ès Sc. économique	24	424	1933
F. Fortier	Office de recherche économique du gouvernement du Québec	21	115	1925
G. Parizeau	HEC	20	108	1925
H. Laureys	HEC	18	210	1926
F. Vézina	HEC	17	170	1925
P. Allen	HEC	15	466	1951

2.2 Les auteurs de réputation internationale

Enfin, on ne saurait passer sous silence que des économistes de réputation internationale ont écrit dans *L'Actualité économique*. Sans être exhaustifs, notons, par exemple, que le célèbre économiste canadien Harry Johnson (professeur à l'Université de Chicago) a fourni à la revue trois articles pendant les années 1960 sur l'inflation et la politique monétaire. Robert Mundell, Prix Nobel d'économie 1999, également d'origine canadienne et œuvrant à Chicago, a publié

un article sur la surévaluation du dollar canadien en 1991. Richard Lipsey et Robin Boadway, professeurs à Queen's, ont eux aussi contribué à la revue, respectivement en 1976 et en 1999. François Perroux, le célèbre économiste français, a également publié trois articles sur des sujets très variés : un en 1936 sur le fascisme, un autre sur l'apport de Keynes en 1950 et un dernier sur les modèles de croissance en 1963.

Par ailleurs, depuis 1986, la revue publie systématiquement le contenu de la *Conférence François-Albert Angers*. Cette conférence a lieu à chaque année lors du Congrès de la SCSE. Elle permet à la Société d'inviter un économiste de renom qui parle français et qui en profite pour faire le point sur ses recherches ou sur un sujet qui le préoccupe en particulier. Ceci a donné à la revue l'occasion de publier des articles d'économistes comme Maurice Allais, Prix Nobel d'économie 1988, Olivier Blanchard (1989), Jean Tirole (1990), Marc Nerlove (1995), et Jean-Jacques Laffont (1997). Notons aussi que l'allocution du président-sortant de la SCSE, prononcée également lors du Congrès annuel, est publiée de façon systématique depuis 1978. La première conférence à être publiée fut celle de Marcel Dagenais.

Bien sûr, il est évident que plusieurs économistes canadiens-français jouissent maintenant d'une réputation internationale et ils ont tous publié dans *L'Actualité économique* à un moment ou un autre. Les numéros thématiques spéciaux permettent également d'attirer des auteurs de grande réputation. Par exemple, Edmond Malinvaud a participé au numéro spécial sur l'économétrie appliquée en 1997.

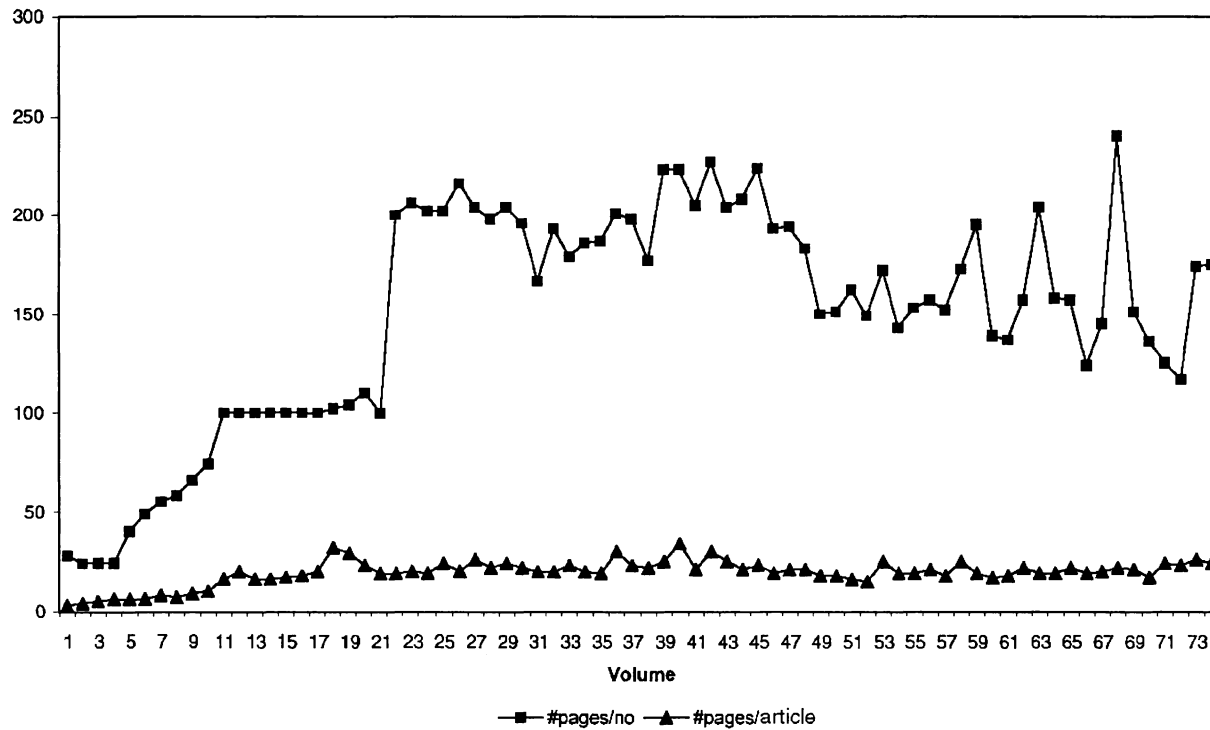
3. LE CONTENU

Dans cette section, nous analyserons plus en profondeur le contenu de la revue au cours des ans. Nous examinerons, entre autres, la structure de la revue (y compris la présence de numéros spéciaux), les sujets traités et les différentes approches méthodologiques.

D'abord, d'un point de vue strictement quantitatif, il peut être intéressant de suivre l'évolution de la « **taille** » de la revue et des articles, en gardant à l'esprit que, de 1925 à 1946 (vol. 1-21), la revue était mensuelle et non trimestrielle. Le graphique 5 présente l'évolution du nombre de pages moyen par numéro et du nombre de pages moyen par article. On y constate que, pendant les dix premières années, chaque numéro était plutôt mince (moins de 100 pages) et les articles étaient à l'avenant (moins de dix pages). Les dix années suivantes ont connu des numéros d'environ 100 pages et des articles plus substantiels d'une moyenne de 20 pages chacun. C'est donc dire que, de 1935 à 1945, la revue publiait à peu près 1 200 pages par an, contre environ 600 au cours de la dernière décennie! Quand on pense à la logistique de l'époque (moyens d'impression, de communication, etc.) comparée à celle d'aujourd'hui, on se rend bien compte qu'il s'agissait d'une tâche titanesque! Par la suite, le nombre de pages moyen par numéro et par article restent relativement stables : autour de 200 pages par numéro et autour de 20 pages par article.

GRAPHIQUE 5

« TAILLE » DE LA REVUE ET DES ARTICLES



La **structure de la revue** a aussi évolué au cours des ans. Au départ, elle reflète clairement le titre de la revue et son lien avec les milieux d'affaires. Pendant les cinq premières années, les sections qu'on y retrouve portent des titres éloquentes : « Chronique du mois », « Le mois en Bourse », « Cours des changes », « Assurances », etc. Pendant ces premières années où la revue est le véhicule des licenciés de l'École des HEC, elle comporte aussi une section : « Vie de l'École ». De 1929 à 1940, trois sections sont présentes à chaque numéro : « Faits et nouvelles »; « Les livres » et « À travers les revues ». En 1940, une nouvelle section fait son apparition : « Pour les chercheurs », où on présente des livres et des articles dans différents domaines.

En 1946, alors que la revue devient trimestrielle, les sections « Faits et nouvelles » et « À travers les revues » disparaissent pour être remplacées par une section « Commentaires ». La présentation de la revue avec ces trois sections : « Commentaires »; « Les livres » et « Pour les chercheurs » persistera jusqu'en 1961, alors qu'une section « Analyse », qui comporte les articles principaux, sera ajoutée. En 1971, on change encore la facture de la revue : 1) La section « Analyse » disparaît et les articles réguliers sont publiés dans une section qui ne comporte pas de titre particulier; 2) une section « Note » fait son entrée et 3) la section « Pour les chercheurs » disparaît pour être remplacée, en 1973, par une section « *Abstract* » qui disparaîtra à son tour en 1988⁹.

En 1983, une section « Critique et expertise » fait son apparition en même temps qu'il y a un regroupement des notes et commentaires dans une section « Notes, commentaires et comptes rendus ». En 1988, une nouvelle section est introduite : « Actualité, institutions et politiques » et en 1994 s'ajoute une section « Survol de la littérature ». En 1996, les sections « Survol de littérature », « Actualité, institution et politiques », « Notes, commentaires et comptes rendus » ainsi que « Critiques et expertise » sont remplacées par une section intitulée « L'économique en perspective ».

Il faut aussi noter la présence de plusieurs **numéros thématiques spéciaux**, surtout à partir de 1970. Le tableau 4 fournit la liste des 35 numéros spéciaux et symposiums que l'on retrouve dans la revue depuis sa fondation, dont cinq s'étendent sur plus d'un numéro. Les thèmes abordés sont variés allant de l'économie du fédéralisme à l'asymétrie d'information en passant par le post-keynésianisme et l'économie des ressources naturelles (qui fait l'objet de deux numéros spéciaux). On remarque, entre autres, que jusqu'à la fin des années soixante-dix, les numéros portant sur des thèmes de politiques économiques sont plus nombreux, alors que, par la suite, les thèmes sont plutôt des sujets de la science économique (macroéconomie, économie du développement, économie des transports, etc.). Il faut aussi souligner une forte concentration de numéros spéciaux au milieu des années 1970 (l'équivalent de huit numéros de la revue entre 1974 et 1977 inclusivement) et depuis 1992 (l'équivalent de 17 numéros de la revue entre 1992 et 1999 inclusivement).

9. Après avoir été également intitulée « Bulletin scientifique » et « Information ».

TABLEAU 4
LISTE DES NUMÉROS SPÉCIAUX

Année	Volume	Numéro	Thème
1958	34	3	Symposium sur les relations du Canada avec le Commonwealth
1962	37	4	Aspects de l'économie canadienne
1964	39	3-4	Colloque franco-canadien sur la planification
1965	41	3	Sciences de l'administration
1966	42	3	Dimensions des entreprises
1971	46	4	Symposium sur la firme plurinationale
1971	47	2	Symposium sur l'économie du fédéralisme
1974	50	3	Spécial Montréal
1975	51	1	Modèle intersectoriel du Québec
1975	51	2	Prospective
1975	51-52	4-1	Le modèle <i>Candide</i>
1976	52	4	Les options commerciales du Canada
1977	53	2	Pays en développement
1977	53	4	Économie des ressources naturelles
1979	55	3	Congrès annuel de la S.C.S.E.
1980	56	2	Économie des services de santé
1981	57	3	La coopération : hommage à F.-A. Angers
1982	58	1	Théorie post-keynésienne
1982	58	2	Progrès technologiques
1983	59	3	Histoire économique : hommage à Albert Faucher
1987	63	2-3	Incertain et information
1990	66	4	Symposium sur les ressources naturelles
1991	67	2	Symposium sur le salaire minimum
1992	68	1-2	Macroéconomie : développements récents
1992	68	4	Symposium – Post-keynésiens et néo-ricardiens : vers une synthèse post-classique?

TABLEAU 4 (suite)

Année	Volume	Numéro	Thème
1993	69	1	Asymétrie d'information
1993	69	3	Économie des transports
1994	70	2	La firme et l'environnement
1994	70	3	Symposium : hommage à Roger Dehem
1994	70	4	Symposium : économie des industries et des marchés miniers et énergétiques
1995	71	2	Symposium sur les modèles du cycle économique
1995	71	4	Symposium sur les marchés financiers dans un contexte international
1997	73	1-2-3	Économétrie appliquée : hommage à Lise Salvas-Bronsard
1998	74	3	Économie du développement
1999	75	1-2-3	Économie du secteur public

Par ailleurs, on ne saurait passer sous silence le fait que la revue avait une section contenant de la publicité pendant les cinquante premières années de son existence. La dernière que nous ayons relevée date de 1974. À ces débuts, il ne semblait pas y avoir de restrictions au type de produit annoncé. Ainsi, le dos de la couverture du premier numéro de la revue portait l'emblème de la bière « Dow ... mûrie à point ». Avec le temps, les publicités ont pris un caractère, disons, plus académique. Enfin, soulignons l'existence d'un site web depuis 1995 qui publie la table des matières de la revue ainsi que les résumés anglais et français des articles.

Pour ce qui est du contenu en tant que tel, on peut distinguer, sans être trop réductionniste, trois grandes phases dans l'histoire de la revue : 1) 1925-1946 : la période de « l'actualité »; 2) 1946-1975 : « une revue et une discipline scientifiques en émergence » et 3) 1975 à nos jours : une revue de science économique mature. Cette façon de présenter la revue est cohérente avec tout ce que nous avons vu jusqu'ici et elle nous permettra de mieux comprendre l'évolution des sujets traités et les approches méthodologiques utilisées.

3.1 Les sujets

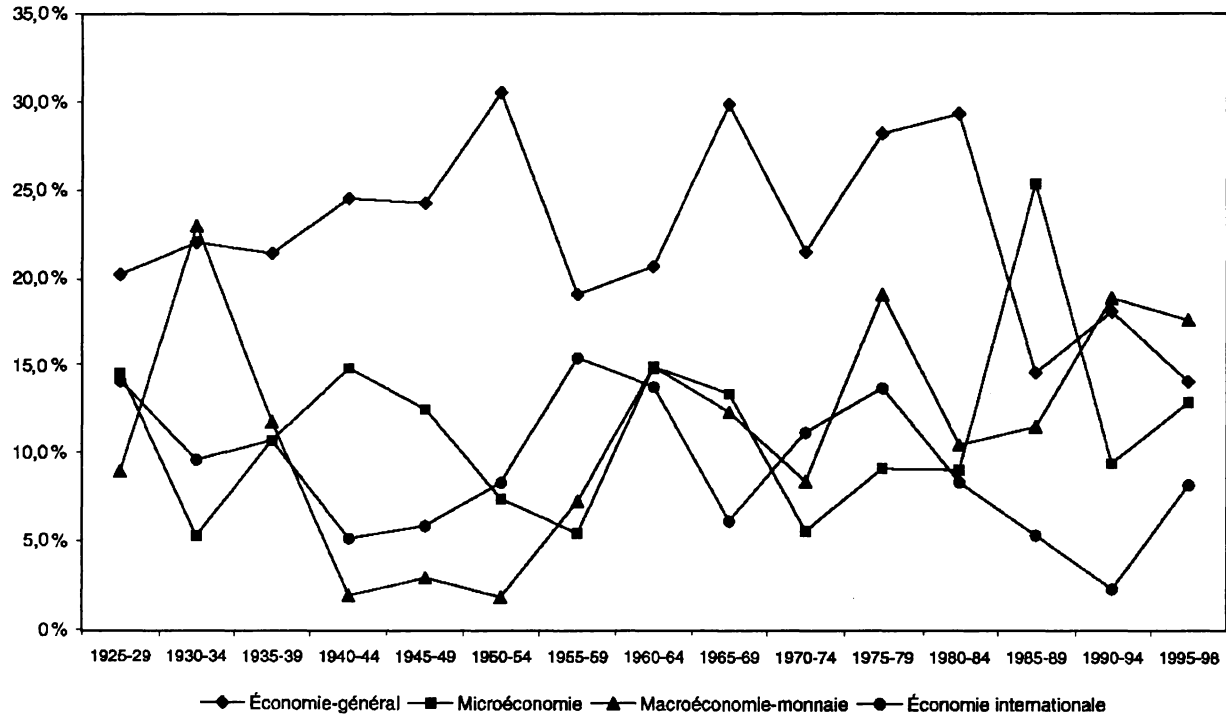
En nous inspirant de la classification du *Journal of Economic Literature*, nous avons classé tous les articles parmi les neuf groupes suivants :

- 1) Économie en général et méthodologie : regroupe des thèmes comme le rôle de l'économiste, l'enseignement de l'économie, l'histoire de la pensée économique, les systèmes économiques, la méthodologie et les méthodes quantitatives, les statistiques, les banques de données et les indices.
- 2) Microéconomie (inclut l'organisation industrielle et l'économie des organisations).
- 3) Macroéconomie, économie monétaire.
- 4) Économie internationale.
- 5) Économie financière.
- 6) Économie publique.
- 7) Travail, santé, éducation.
- 8) Agriculture, ressources naturelles et environnement (inclut aussi l'économie régionale).
- 9) Autres : inclut des sujets comme la guerre, la coopération, le nationalisme, les sujets liés aux sciences de l'administration, etc.

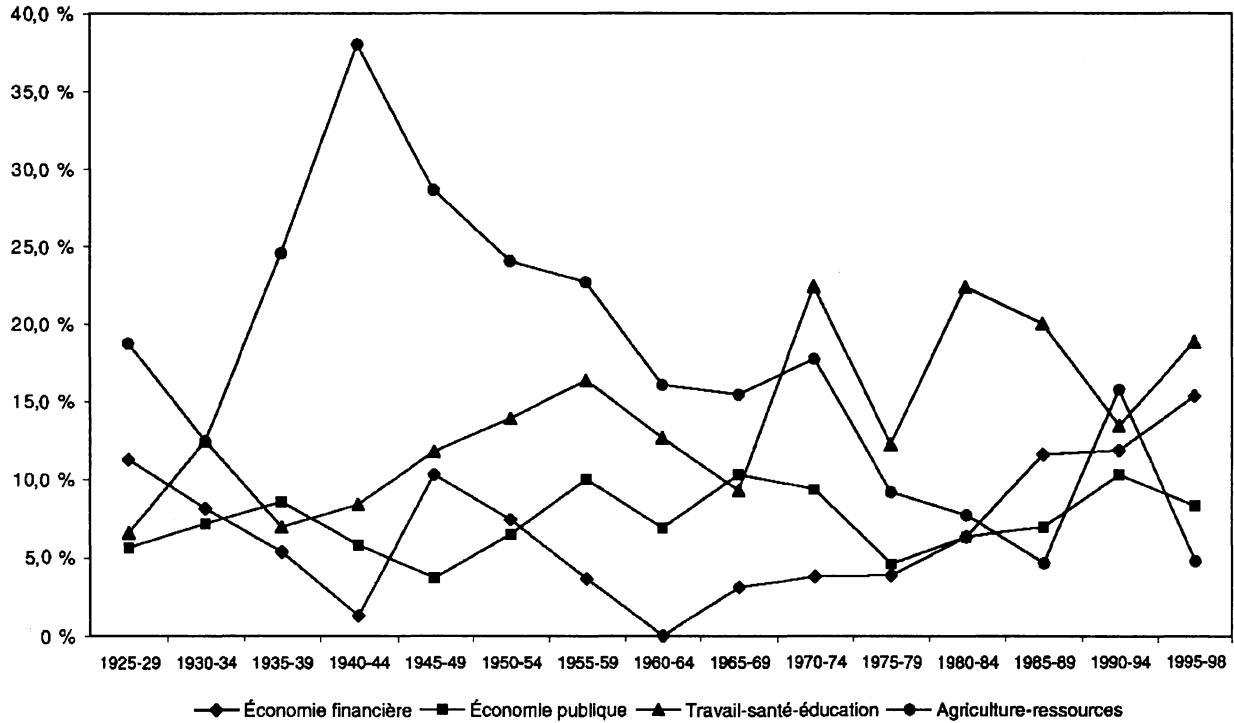
Les graphiques 6A et 6B présentent l'évolution au fil des ans de huit de ces neuf catégories [la neuvième « autres » incluse dans « économie-général »]. Il est un peu difficile de dégager des tendances. De façon générale, on peut dire que trois sujets connaissent un déclin pendant l'ensemble de la période (agriculture-ressources-environnement; économie internationale et économie-général), surtout à partir de 1975, date à partir de laquelle *L'Actualité économique* s'affiche comme une revue économique scientifique. On ne s'en surprendra pas. L'agriculture et les ressources naturelles ont occupé une place de choix dans la revue (plus de 35 % des articles en 1940-45) en même temps qu'elles jouaient un rôle prépondérant dans l'économie québécoise. L'économie internationale a été très présente dès le début de la revue, alors que celle-ci s'ouvrait sur le monde et accueillait de nombreux auteurs français. Ce sujet a même dépassé les 15 % de l'ensemble des articles en 1955-1960. Toutefois, il a ensuite décliné pour devenir un sujet relativement marginal (moins de 10 % pendant la dernière décennie). Pour ce qui est de la catégorie « économie : général », après avoir connu des épisodes florissants pendant les premières années, elle se situe autour de 15 % depuis 1985 possiblement à cause de l'orientation plus scientifique et plus théorique de la revue.

GRAPHIQUE 6A

SUJETS « CONSOLIDÉS »



GRAPHIQUE 6B
SUJETS « CONSOLIDÉS »



Par ailleurs, deux sujets ont connu un accroissement de leur popularité sur l'ensemble de la période et de façon plus marquée, dans les trente dernières années : travail-éducation-santé; et économie financière. Ensemble, ils occupaient près de 40 % de la revue au cours de la dernière décennie. On peut certainement arguer que l'intérêt à l'égard de ces sujets a crû partout dans le monde occidental au cours des deux dernières décennies. Il n'est donc pas surprenant que la revue en fasse écho.

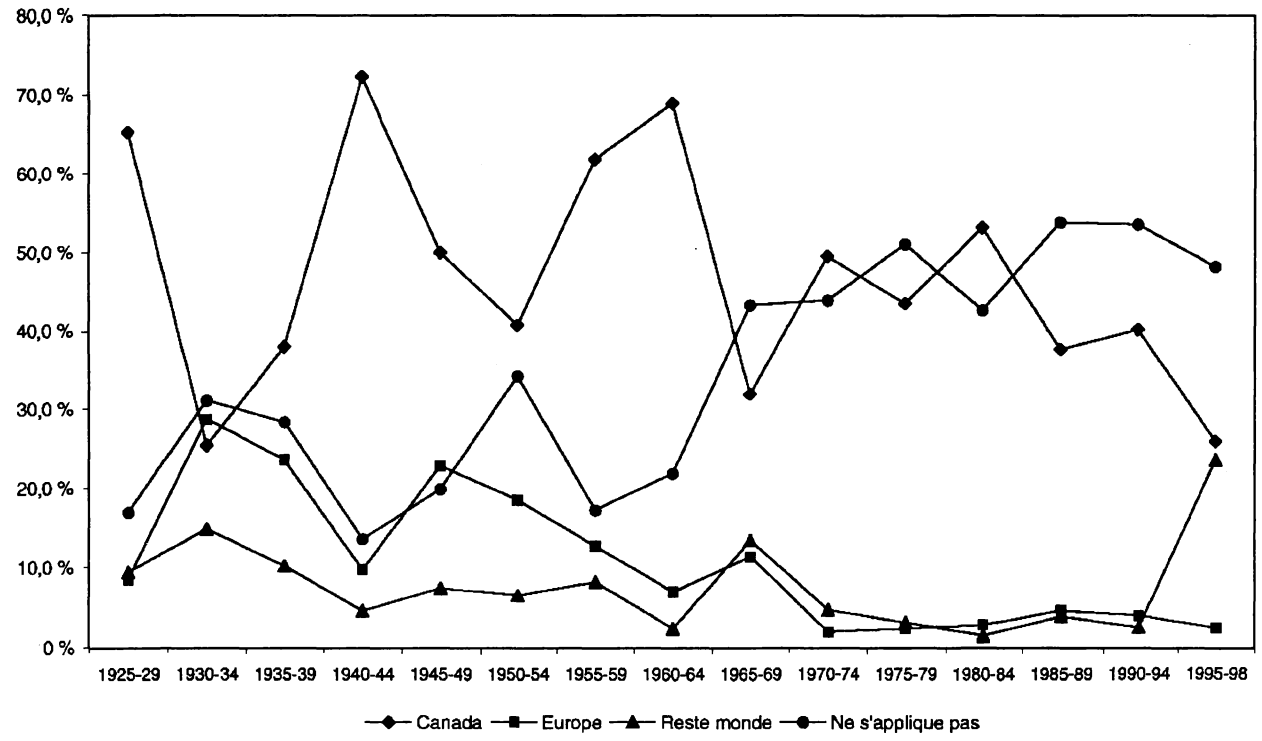
Le thème de l'économie publique a connu une progression des débuts de la revue jusqu'en 1970 (où il couvrait plus de 10 % des articles) pour ensuite afficher un certain déclin. Les discussions sur les politiques publiques ont été plus présentes pendant les deux premières grandes phases de la revue. L'approche plus « scientifique » a pu écarter ces débats après 1975.

En ce qui concerne la microéconomie et la macroéconomie, les tendances ne sont pas entièrement nettes. Par exemple, la macro connaît sa plus forte présence en 1930-34 pendant la Grande dépression (23 % des articles) pour baisser à moins de 2 % en 1950-54 et remonter à près de 20 % pendant la dernière décennie. La microéconomie affiche aussi des hauts et des bas. Après avoir connu des débuts prometteurs (entre 10 et 15 % pendant les premiers 25 ans), elle connaît deux périodes plus creuses à moins de 10 % (1950-60; 1970-85), un boom à 25 % en 1985-90 et un retour aux environs de 10 % dans les années 1990.

Bref, les tendances que nous venons de décrire ne sont pas entièrement surprenantes. Il y a fort à parier que plusieurs revues économiques généralistes ont connu une évolution semblable. Quelques éléments plus spécifiques au Canada français méritent peut-être qu'on y revienne. D'abord, la présence des sujets comme l'agriculture et les ressources naturelles pendant les premières décennies de la revue était probablement plus marquée au Canada français que dans le reste du monde. Par ailleurs, la force des thèmes « travail, éducation, santé » et « économie financière » vers la fin de la période est peut-être un peu surprenante. Dans le premier cas, cela dénote probablement la présence d'une concentration non négligeable de bons chercheurs au Canada français œuvrant sur ces sujets. Dans le deuxième cas, il s'agit peut-être d'un signe que l'ouverture délibérée de la revue aux spécialistes de la finance a trouvé un certain écho.

On peut aussi s'attarder aux **zones géographiques étudiées** par les auteurs. Le graphique 7 présente les résultats que nous avons obtenus à cet égard. Les zones retenues sont le Canada l'Europe, le reste du monde et une dernière catégorie, « ne s'applique pas », identifie la proportion des articles qui ne touchent pas une zone géographique de façon spécifique.

GRAPHIQUE 7
ZONE GÉOGRAPHIQUE ÉTUDIÉE



Le premier constat qui s'impose est que la catégorie résiduelle identifiant les articles ne portant pas sur une zone géographique précise devient très présente (plus de 40 % des articles) à partir de 1970. L'Europe, après avoir connu une période relativement forte dans les premières décennies (plus de 20 %), connaît un déclin à partir des années 1950. Le reste du monde (qui inclut, entre autres, les États-Unis) se situe toujours à moins de 10 % à l'exception du dernier intervalle à cause du numéro spécial sur le développement. Le Canada (incluant le Québec) affiche des hauts et des bas. Il connaît ses deux meilleures périodes pendant la Deuxième guerre (72 % des articles) et pendant les années 1960 (plus de 60 %). Le Canada hors Québec [pas sur le graphique] occupe une place respectable pendant l'ensemble de la période (toujours plus de 15 % avec des pointes à plus de 40 %), ce qui, *a priori*, semble un peu surprenant pour une revue à vocation francophone.

3.2 Les méthodes

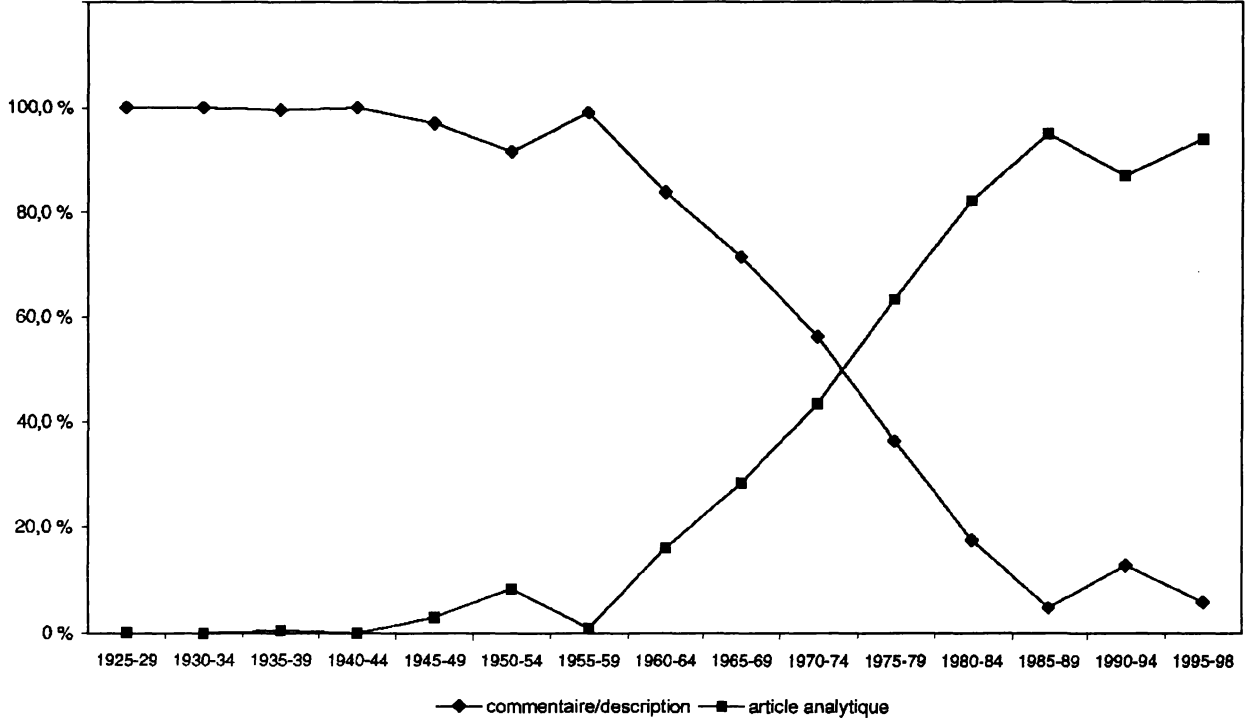
Comme on peut s'en douter, il n'a pas été aisé de catégoriser les méthodologies utilisées, en particulier pendant les premières décennies de la revue. L'exercice que nous proposons ici se veut donc plutôt exploratoire. Nous avons retenu huit types de méthodologies :

- 1) Commentaire analytique.
- 2) Commentaire analytique et point de vue.
- 3) Description.
- 4) Description et point de vue.
- 5) Point de vue/plaidoyer.
- 6) Description et analyse.
- 7) Article analytique théorique.
- 8) Article analytique empirique.

Dans le graphique 8, nous avons fait deux grands regroupements. D'abord, les articles du type « commentaire descriptif » où l'on retrouve les six premières catégories que nous venons d'énumérer et les « articles analytiques » où sont regroupées les deux dernières catégories. Le portrait dépeint par le graphique 8 est plutôt éloquent et colle bien aux trois grandes périodes de la revue. Jusqu'en 1955, les commentaires descriptifs occupent pratiquement 100 % de la revue. À partir de ce moment, les articles analytiques se font de plus en plus présents, mais restent minoritaires jusqu'en 1975. À partir de cette date, ils surpassent les commentaires descriptifs, pour en venir à occuper environ 90 % de la revue pendant la dernière décennie. En d'autres mots, la revue a connu trois grandes périodes sur le plan méthodologique : 1) la domination du commentaire descriptif; 2) la coexistence entre les deux types de méthodologie et 3) la domination des articles analytiques¹⁰.

10. Pour les années 1925 à 1965, nous avons également compilé de l'information sur les références bibliographiques : nombre, type (revue ou livre; européenne, canadienne, américaine), et même les Grands économistes (ceux qu'on retrouve au panthéon de l'histoire de la pensée économique). La compilation est disponible sur demande.

GRAPHIQUE 8
APPROCHE/MÉTHODE



4. DES MOMENTS MÉMORABLES

Pour terminer, sur un mode un peu plus anecdotique, nous aimerions partager avec vous quelques questions que nous nous sommes posés en explorant le cheminement de la revue et les réponses que nous avons trouvées. Ces questions étaient souvent du type: « à quel moment a-t-on vu pour la première fois...? » À travers les prochaines lignes, nous espérons donc vous transmettre quelque peu la « saveur » de la revue au fil des ans. Comme vous le verrez, cet exposé n'est absolument pas exhaustif et ne reflète que nos propres penchants.

D'abord sur le plan des auteurs, on notera que Monique Frappier, licenciée en science économique de l'Université de Montréal, est la première femme à avoir écrit un article dans la revue (1957), portant sur l'impôt sur le revenu. La deuxième femme est Jeannine McNeil, en 1964, avec un article sur les différentiels de salaire entre les hommes et les femmes. Le premier auteur ayant une affiliation étrangère est Pierre Franck, ingénieur en chef de l'Aéronautique de France, dont l'article sur l'aviation commerciale paraît en mars 1929. Enfin, le premier article conjoint est écrit par Esdras Minville et François Vézina en 1929.

Pour ce qui est des sujets, soulignons notamment que le premier article sur la Grande dépression paraît en novembre 1929!, le premier sur l'URSS, en 1931, le premier sur la théorie quantitative de la monnaie en 1933 et le premier sur l'équilibre général walrassien en 1935. Le premier article sur la Baie James paraît, pour sa part, en 1946. Quelques articles ont eu une valeur « prémonitoire » : un article mettant en garde contre le krach boursier est publié en 1928, un autre mettant en garde contre une guerre mondiale, en 1934, un article ayant pour titre « La Province de Québec est-elle un état? » paraît en 1938, un autre s'intitulant « Un grave problème de l'enseignement primaire : les départs prématurés » et un dernier « Les méfaits du socialisme », en 1949.

Enfin, du côté de la méthodologie, notons que le premier graphique et le premier tableau paraissent dès le premier numéro en 1925. La première équation est également publiée en 1925; elle n'avait toutefois pas de contenu économique, elle servait plutôt à formaliser la Loi de Joule décrivant comment l'énergie électrique est transformée en chaleur. Le premier article ayant un contenu théorique paraît en 1933, il portait sur la théorie quantitative de la monnaie. La première équation à caractère économique touchant le même sujet ($MV = PT$) s'est retrouvée dans un article de H. Hornsostel, professeur à l'Université de Poitiers, publié en 1935.

La première analyse théorique originale proprement dite remonte à 1948. Elle avait pour sujet « Les éléments constitutifs du capital national de la France » et est réalisée par Victor Rouquet La Garrigue de l'Université de Bordeaux. L'article comportait quatre équations sur le calcul des « annuités successorales » et même une droite de régression (où l'on régressait le montant des annuités successorales sur une tendance). C'était d'ailleurs la première fois qu'une régression était publiée dans la revue. Le premier Canadien-français à publier une analyse théorique formelle est C.-E. Campeau, ingénieur au Service d'urbanisme de Montréal, qui

proposait, en 1949, un modèle à cinq équations pour établir la répartition des dépenses d'expropriation dans une ville, un exercice qui relevait peut-être plus de la comptabilité que de l'économique. Robert Stock, professeur à l'École des HEC, publie, en 1951, un essai sur la définition de l'élasticité de l'offre et de la demande. Son article comporte 48 équations et 33 graphiques! Vély Leroy, également professeur à l'École des Hautes Études Commerciales, publie le deuxième article contenant des régressions en 1962 : il estimait la propension à importer.

CONCLUSION

Cet article a proposé un bilan des soixante-quinze premières années de *L'Actualité économique*. Nous nous sommes d'abord attardés à l'histoire administrative de la revue qui fut marquée pendant les cinquante premières années par l'École des Hautes Études Commerciales : de ses licenciés à l'École elle-même puis à l'Institut d'économie appliquée. À partir de 1973, les commandes passent à la Société canadienne de science économique. En ce qui concerne les auteurs, nous avons constaté, entre autres, un déclin de la participation des professeurs des HEC et un déclin de la participation des auteurs d'autres disciplines que l'économique au profit des économistes d'autres universités que l'École. Au niveau du contenu, il ressort, entre autres, que certains sujets marquants des premières années de la revue, comme l'agriculture et les ressources naturelles, ont perdu beaucoup de leur importance, alors que l'approche méthodologique a été marquée par trois grandes périodes : 1) la domination du commentaire descriptif; 2) la coexistence entre le commentaire descriptif et les articles analytiques et 3) la domination des articles analytiques.

Évidemment, notre bilan de la revue aurait pu explorer d'autres avenues. Nous aurions pu nous intéresser, par exemple, à l'évolution du nombre d'abonnés, à l'évolution du taux de refus ou bien à l'influence que la revue a pu avoir dans la société canadienne-française, etc. En bons économistes, nous mentionnerons tout simplement qu'il nous est apparu difficile de documenter ces différents aspects compte tenu des ressources à notre disposition.

Que nous réserve l'avenir? *L'Actualité économique* se veut maintenant une revue de science économique généraliste. Elle accorde une importance non négligeable aux articles portant sur des problématiques québécoises, aux numéros thématiques spéciaux, aux revues de littérature ainsi qu'aux analyses de politiques. Par ailleurs, alors que même certaines revues françaises d'économie publient des articles en anglais, *L'Actualité économique* est restée un bastion francophone au cœur d'un océan anglo-saxon! Conservera-t-elle ces orientations? Pourra-t-elle continuer à maintenir sa qualité? Se tournera-t-elle vers l'édition électronique? Autant de questions qui méritent réflexion.